

Rodrigo Rato est nommé au poste de Directeur général du FMI

Le 4 mai, le Conseil d'administration du FMI a décidé par consensus de nommer l'Espagnol Rodrigo Rato Directeur général et Président du Conseil. M. Rato, 55 ans, sera le neuvième Directeur général dans les soixante années d'histoire du FMI. Il succède à Horst Köhler, qui a démissionné le 4 mars pour accepter une nomination de candidat à la présidence de l'Allemagne.

Lorsqu'il entamera officiellement son mandat de cinq ans début juin, M. Rato sera le premier Espagnol à occuper le poste de Directeur général. Considéré par beaucoup comme l'architecte de la transformation de l'économie espagnole ces dernières années, M. Rato, qui possède un diplôme de droit, un MBA et un doctorat en économie datant de 2003, arrive au FMI après une belle carrière politique pendant laquelle il fut membre du Parlement espagnol durant plus de vingt ans. De mai 1996 à 2000, il était Ministre de l'économie et des finances, avant d'être, d'avril 2000 à mars 2004, Ministre de l'économie et Vice-Président du gouvernement chargé des affaires économiques. M. Rato n'est pas le premier ministre des finances à occuper le poste de Directeur général du FMI. Le premier, Camille Gutt

(1946–51), et le cinquième, H. Johannes Witteveen (1973–81), avaient été ministres des finances de leur pays respectif (Belgique et Pays-Bas).

En tant que Ministre de l'économie, M. Rato a fait partie des Conseils des gouverneurs du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque inter-américaine de développement, de la Banque

européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Il a aussi participé régulièrement aux réunions des ministres de l'économie et des finances de l'Union européenne (UE) et, l'Espagne occupant alors la présidence de l'UE, il a représenté celle-ci à la réunion des ministres des finances du G-7 à Ottawa en 2002. En tant que Ministre chargé du commerce extérieur, il a représenté l'Espagne lors des réunions ministérielles de l'Organisation mondiale du commerce à Doha en 2001 et à Cancun en 2003.

Lors de sa première conférence de presse au siège du FMI à Washington le 11 mai, M. Rato a déclaré que le FMI se trouvait à «un tournant de son histoire» — un moment où son rôle en tant qu'institution mondiale qui fournit des conseils et qui, dans le même temps, surveille l'économie mondiale devient de plus en plus important.

Il a noté aussi que, en dépit d'une reprise de l'économie mondiale, il subsiste des risques. Reprenant le thème des réunions de printemps du FMI qui viennent de se terminer, M. Rato a indiqué que le FMI devait continuer d'améliorer la capacité de ses pays membres à tirer parti du redressement de l'économie mondiale pour accélérer leur propre croissance. Il a souligné aussi que, comme son prédécesseur Horst Köhler, il considérait le FMI comme une «institution humaine qui tire la leçon du passé — de ses succès et de ses erreurs».

M. Rato est d'avis que la prévention des crises constitue le principal objectif du FMI. «Nous disposons de certains outils à cet effet : la surveillance et nos programmes», a-t-il déclaré, ajoutant que «globalement, le travail de l'institution a été très bon pour l'économie mondiale et les pays en particulier». En fait, a-t-il expliqué, si l'on examine la plupart des pays qui ont eu des problèmes ces dernières années et qui ont appliqué un programme d'ajustement appuyé par le FMI, on découvre que «la plupart d'entre eux sont manifestement en bien meilleure posture aujourd'hui», et ce, grâce à la collaboration des citoyens qui ont accompli des efforts importants, des pouvoirs publics qui ont établi des politiques économiques saines et des institutions, telles que le FMI, qui ont aidé ces pays. ■

133
Le nouveau Directeur général du FMI

134
Hommage à M. Polak

135
Mécanisme d'intégration commerciale

137
Productivité du travail au Canada

140
Politique budgétaire aux États-Unis

144
Perspectives économiques en Afrique

146
Santé, prospérité et bien-être social

Lire aussi . . .

138
Publications récentes

143
Accords du FMI

147
Principaux taux du FMI

148
Sur le site du FMI



Le FMI rend hommage à Jacques Polak

Le 27 avril, le Conseil d'administration du FMI a organisé un séminaire spécial à l'occasion du 90^e anniversaire de Jacques J. Polak (Pays-Bas), l'une des grandes figures de l'organisation depuis sa participation à la conférence de Bretton Woods en 1944 jusqu'à aujourd'hui. Cet événement a réuni des personnalités de la communauté internationale, dont Nout Wellink, Gouverneur de la Banque centrale des Pays-Bas; Boudewijn J. Van Eenennaam, Ambassadeur des Pays-Bas aux États-Unis; ainsi que des membres d'aujourd'hui et d'hier du Conseil d'administration et des services du FMI.



Jacques Polak (à gauche) est félicité par Raghuram Rajan, Directeur du Département des études du FMI, après l'annonce que la conférence annuelle du Département des études du FMI portera son nom.

Les orateurs invités ont évoqué deux sujets qui tiennent à cœur à M. Polak : la politique de change et l'ouverture des marchés de capitaux. Sir Andrew Crockett, Président de JPMorgan Chase International, qui a travaillé sous les ordres de M. Polak sur les principes de la surveillance des politiques de change au Département des études du FMI à la fin des années 70 et qui fut ensuite Directeur adjoint de ce département, fait référence à un récent document de Michael Dooley (université de Californie à Santa Cruz), de David Folkerts-Landau et de Peter Garber (tous les deux de la Deutsche Bank) sur un sujet qui fut aussi le thème d'une grande partie des travaux de M. Polak.

Selon ce document, le système monétaire international actuel ressemble d'une certaine manière au système de taux de change fixes de l'après-guerre — appelé système de Bretton Woods — qui s'est effondré en 1973. Les États-Unis se trouvent de nouveau au centre de ce système de Bretton Woods « remis à l'ordre du jour », et l'Asie de l'Est, à la périphérie du système, joue le même rôle que l'Europe dans les années 50 et 60. Le centre et la périphérie tirent tous les deux parti de cette relation et il est de leur intérêt de

la maintenir — le système est donc viable et stable, selon les auteurs.

Cependant, M. Crockett estime que la comparaison entre ces deux périodes n'est pas judicieuse. Il a noté que le système de Bretton Woods avait mis en place un ensemble complexe de mécanismes d'ajustement pour éviter l'émergence de déficits ou d'excédents prolongés de la balance des paiements — contrairement au système actuel, jugé insatisfaisant par M. Crockett. Nous avons oublié nos principes pour la surveillance des politiques de change, mais « nous n'avons rien trouvé de satisfaisant pour les remplacer », a-t-il déclaré.

Michael Mussa, successeur de M. Polak à la tête du Département des études et en tant que Conseiller économique du FMI, et aujourd'hui Senior Fellow à l'Institute for International Economics, a souligné la nécessité d'une meilleure surveillance des politiques de change. Il a noté que la politique de change de nombreux pays émergents d'Asie n'a pas été surveillée de près par le FMI, mais devrait peut-être l'être, étant donné la forte accumulation de réserves de change dans ces pays ces dernières années. Citant les Statuts du FMI, selon lesquels l'institution « exercera une ferme surveillance sur les politiques de change des membres », M. Mussa est d'avis que la surveillance exercée par le FMI pourrait être plus ferme.

Quant à M. Polak lui-même, il a examiné comment le FMI est devenu la principale institution économique parmi les organisations internationales. Dans l'architecture de l'ordre international de l'après-guerre, la Banque mondiale et les Nations Unies — et non le FMI — se trouvaient au centre de la politique économique internationale. M. Polak a attribué à Edward Bernstein, le premier directeur du Département des études du FMI, le mérite d'avoir rassemblé une « masse critique » de bons économistes et d'avoir aidé à établir la réputation du FMI en tant que source respectée d'analyse et de pensée en matière d'économie internationale.

M. Polak a minimisé son propre rôle dans l'amélioration de la réputation du Département des études et

Une carrière exemplaire



Photo de Jacques J. Polak, vers 1950.

Jacques Polak a entamé sa longue et remarquable carrière comme économiste il y a 67 ans, lorsqu'il est entré à la Ligue des nations à Genève après avoir reçu un doctorat de l'université d'Amsterdam. Après le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, il a accompagné un petit groupe de collègues à l'Institute for Advanced Study de l'université de Princeton, où les travaux économiques de la Ligue des nations se sont poursuivis pendant la guerre.

En 1943, il a accepté un poste à l'ambassade des Pays-Bas à Washington, où il a pris part au débat croissant sur la coopération monétaire internationale, participant à des réunions avec le Trésor américain et la Réserve fédérale. Ces activités ont ou-

vert la voie à sa participation, en tant que membre de la délégation néerlandaise, à la conférence de Bretton Woods en 1944, où le FMI et la Banque mondiale ont été créés.

En 1947, M. Polak est entré au FMI, comme Chef de la Division des statistiques. Il fut ensuite, de 1958 à 1980, Directeur du Département des études. En 1966, il fut nommé Conseiller économique. Après son départ à la retraite en 1980, il est revenu comme Administrateur pour le groupe de pays représentés par les Pays-Bas de 1981 à 1986.

M. Polak reste prolifique : son dernier ouvrage, intitulé *Economic Theory and Financial Policy: Selected Essays of Jacques J. Polak (1994-2004)*, sera publié sous peu par M.E. Sharpe.

de l'image du FMI dans la communauté internationale. Mais ses travaux ne sont pas passés inaperçus. Outre les messages de félicitation de la Reine Beatrix des Pays-Bas et de son compatriote H. Johannes Witteveen, Directeur général du FMI de 1973 à 1978, des messages vidéo de plusieurs personnalités qui n'ont pu assister au séminaire ont été diffusés.

Peter Kenen, professeur d'économie et de finance internationale à l'université de Princeton, a noté que, sous la direction de M. Polak, le Département des études du FMI rivalisait avec les meilleures universités du monde pour ce qui est de l'étude des problèmes économiques internationaux. Willem Duisenberg, ancien Président de la Banque centrale européenne et membre des services du FMI de 1965 à 1969, a mis l'accent sur l'énorme contribution de M. Polak au système économique de l'après-guerre, notant qu'il était

considéré par beaucoup comme l'inventeur de l'avoir de réserve et de l'unité de compte du FMI — le droit de tirage spécial (DTS).

Jacques de Larosière, Directeur général du FMI de 1978 à 1987, s'est quant à lui tourné vers l'avenir. Il a imploré M. Polak de «continuer d'écrire des articles qui nous éclairent et nous stimulent par leur nouveauté, leur imagination, leur perspicacité et leur profondeur».

Il y eut aussi des messages de Sir Jeremy Morse, dont les travaux en tant que Président des suppléants du Comité des Vingt dans les années 70 ont contribué au deuxième amendement des Statuts du FMI, et de Paul Volcker, ancien Président du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine. ■

Maureen Burke
FMI, Département des relations extérieures

Le FMI établit un nouveau mécanisme commercial

De l'avis général, le cycle actuel de négociations commerciales internationales — le cycle de Doha — pourrait profiter largement aux pays en développement en les intégrant mieux au système commercial mondial. Mais comme ces pays le savent très bien, les gains à long terme pourraient coûter cher à court terme. Pour atténuer l'inquiétude de certains pays en développement face à l'intensification de la concurrence internationale, le FMI a mis en place en avril le mécanisme d'intégration commerciale. Lyngse Nielsen, économiste principal au Département de l'élaboration et de l'examen des politiques, explique le fonctionnement de ce nouveau mécanisme.

Le cycle de Doha présage des avancées majeures pour les pays en développement. Si les négociations sont menées à bon terme, les taux des droits de douane de la nation la plus favorisée — que les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) doivent s'accorder mutuellement sur une base non discriminatoire — diminueront et les subventions agricoles dans les pays industrialisés seront réduites. Mais ces gains n'apparaîtront probablement qu'à long terme et dépendront de l'ajustement économique opéré par les pays en développement. Par exemple, tous les pays en développement ne profiteront pas directement d'une réduction des taux de la nation la plus favorisée. Un grand nombre de ces pays exporte déjà vers les pays développés à des taux réduits au titre d'accords spéciaux (par exemple l'initiative «Tout sauf les armes» de l'Union européenne (UE) et l'African Growth and Opportunity Act aux États-Unis).

Des pays en développement pourraient souffrir si d'autres pays qui ne bénéficient pas aujourd'hui d'un accès préférentiel aux marchés renforcent leur position du fait de la réduction des droits de douane. De même,

si une diminution des subventions ayant des effets de distorsion sur les échanges agricoles devrait profiter à de nombreux exportateurs des pays en développement, elle entraînera probablement une hausse de la facture d'importations pour les pays en développement importateurs de produits alimentaires.

L'expiration imminente de l'accord sur les textiles et les vêtements qui a résulté du cycle d'Uruguay complique les choses. Lorsque les règles spéciales (et plus restrictives) de cet accord arrivent à expiration en 2005, les échanges de textiles et de vêtements seront intégrés dans le commerce global, d'où une expansion des possibilités d'échange. Cependant, les pays en développement qui profitent aujourd'hui de l'application de contingents à leurs concurrents en souffriront probablement.

En bref

Au titre du mécanisme d'intégration commerciale, le FMI est prêt à

- examiner de nouveaux concours financés par les facilités de prêt conventionnelles du FMI (c'est-à-dire des tirages sur les tranches supérieures de crédit, le mécanisme élargi de crédit ou la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance) avec les pays qui font face à des déficits de balance des paiements découlant de la libéralisation commerciale;
- prendre en compte l'effet anticipé de l'ajustement commercial sur la balance des paiements du pays membre pour établir le niveau d'accès approprié au titre d'accords nouveaux et existants;
- envisager une augmentation de l'accès avec une procédure simplifiée si l'effet sur la balance des paiements s'avère plus marqué que prévu.

Pour plus de détails sur ce mécanisme, voir le rapport des services du FMI intitulé *Fund Support for Trade-Related Balance of Payments Adjustments*. Ce rapport et d'autres documents connexes sont disponibles sur le site Web du FMI (www.imf.org).

Création du mécanisme d'intégration commerciale

Pour aider les pays en développement à surmonter les problèmes de balance des paiements qui peuvent découler de la libéralisation des échanges, le FMI a mis en place en avril le mécanisme d'intégration commerciale. Des questions relatives au cycle de Doha sont à l'origine de ce nouveau mécanisme, mais son application ne sera pas limitée à des chocs commerciaux liés à la politique de l'OMC. Par exemple, si l'UE rationalisait unilatéralement sa politique dans le secteur du sucre, les pays en développement qui profitent du système actuel pourraient solliciter l'aide du FMI au titre du nouveau mécanisme. Et, de manière plus générale, les pays pourraient demander l'aide du FMI au titre du mécanisme s'ils s'attendent à enregistrer un déficit net de la balance des paiements qui résulterait de mesures appliquées par d'autres pays qui ouvrent leurs marchés de manière non discriminatoire. Les problèmes de balance des paiements résultant de la libéralisation commerciale opérée par le pays lui-même continueront de relever des politiques existantes du FMI.

Le mécanisme d'intégration commerciale vise à accroître la prévisibilité des ressources à la disposition des pays membres au titre des mécanismes de financement conventionnels du FMI. C'est une politique, et non une facilité de financement spéciale. Ce mécanisme est en fait similaire à l'initiative engagée par le FMI à la fin des années 80 pour accroître la prévisibilité des concours à la disposition des pays membres dans le cadre des opérations de réduction de la dette et du service de la dette.

Les pays peuvent solliciter une aide au titre de ce mécanisme soit conjointement avec une demande d'un nouvel accord de financement du FMI, soit dans le cadre de l'achèvement d'une revue d'un accord existant. Dans les deux cas, le mécanisme d'intégration commerciale offre la possibilité, si cela se justifie, d'accroître les ressources disponibles au titre de l'accord sous-jacent, bien que les limites d'accès aux concours du FMI restent en vigueur. Si le choc économique s'avère plus grave que prévu, le mécanisme permet aussi de relever rapidement l'accès à 10 % de la quote-part du pays auprès du FMI — si nécessaire, en dehors du cycle traditionnel de revue et avec une procédure simplifiée.

Le recours au mécanisme ne modifie pas nécessairement les conditions dont est assorti un programme d'ajustement appuyé par le FMI, mais son application constitue une référence pour le dialogue entre les services du FMI et les autorités nationales. Il encourage l'identification rapide des mesures à prendre pour permettre à l'économie de s'ajuster rapidement aux nouvelles réalités commerciales.

Lors de la cinquième réunion ministérielle de l'OMC à Cancun en septembre 2003, la Banque mondiale a annoncé une initiative parallèle concernant les questions sectorielles et institutionnelles liées au commerce. Les

pays qui recourent au mécanisme d'intégration commerciale peuvent aussi solliciter l'aide de la Banque mondiale au titre de ses instruments de prêt. Si un pays s'adresse simultanément au FMI et à la Banque mondiale au titre de ces nouvelles politiques, les deux institutions chercheront à coordonner les conseils qu'elles donneront pour s'attaquer aux problèmes sous-jacents.

Effet prévu

Lorsque le cycle de Doha prendra fin, un grand nombre de pays en développement risque de subir le type de choc commercial que le mécanisme d'intégration commerciale vise à atténuer, mais les pays touchés ne seront probablement que quelques-uns à solliciter une aide à ce titre. Pourquoi? Premièrement, il faudra mesurer les effets négatifs d'une érosion des préférences dans les droits d'importation, par exemple, par rapport aux retombées peut-être bien plus positives d'un système commercial mondial plus libéral. Deuxièmement, les principaux accords du cycle de Doha seront sans doute appliqués sur plusieurs années, ce qui limitera les chocs immédiats et donnera aux pays du temps pour s'ajuster.

Dans l'hypothèse d'un accord relativement ambitieux au titre du cycle de Doha, qui aboutirait à une réduction de 40 % des marges préférentielles moyennes, environ 25 pays pourraient enregistrer une diminution de plus de 2 % de leurs prix moyens à l'exportation sur la période d'application de l'accord, selon des calculs du FMI. Parmi les pays les plus touchés figureraient Maurice, le Malawi et plusieurs pays des Caraïbes. Un groupe de pays un peu plus petit pourrait être vulnérable à un choc sur les prix à l'importation des produits alimentaires.

Il est difficile de prévoir l'effet de l'expiration imminente de l'accord sur les textiles et les vêtements sur chaque pays. Mais si la réduction de 15 % des contingents bilatéraux en 2002 (troisième phase de libéralisation) est une indication, la production de vêtements va se déplacer considérablement cette année. Lorsque la Chine a accru nettement ses exportations de vêtements en 2002-03, le Bangladesh, le Cambodge, l'Égypte, l'Indonésie, la Thaïlande et Sri Lanka ont enregistré une forte diminution de leur part de marché. Parmi les pays vulnérables, 23 appliquent aujourd'hui un accord du FMI et les demandes initiales d'aide au titre du mécanisme d'intégration commerciale viendront fort probablement de certains de ces pays, leur situation de balance des paiements étant déjà difficile.

Le cycle de Doha est ambitieux de par son champ d'application et il présage un système commercial multilatéral bien plus libéral dans les années à venir — notamment dans l'agriculture. Avec son mécanisme d'intégration commerciale, le FMI espère fournir des assurances supplémentaires aux pays qui s'engagent plus avant dans la libéralisation de leurs échanges, et contribuer ainsi au succès du cycle de Doha. ■

Entretien avec Roberto Cardarelli . . .

D'où vient l'écart de productivité du travail entre les États-Unis et le Canada?

Malgré l'imbrication étroite des économies canadienne et américaine, l'écart de productivité du travail — rapport entre le PIB et le nombre d'heures ouvrées — entre les deux pays s'accroît depuis une vingtaine d'années. Dans un rapport récent du FMI consacré au Canada, Roberto Cardarelli, du Département Hémisphère occidental, examine dans quelle mesure cet écart peut être expliqué par les différences de structure industrielle entre les deux pays. Il répond pour le Bulletin aux questions de Christine Ebrahim-zadeh.

BULLETIN : Comment s'est comportée l'économie canadienne ces dernières années par rapport à celle des États-Unis? Pourquoi s'intéresser en particulier à l'écart de productivité du travail?

M. CARDARELLI : Ces dernières années, la croissance du Canada a été largement supérieure à celle de la plupart des autres pays industrialisés, y compris des États-Unis. De 1998 à 2003, elle a été en moyenne de 3,5 %, contre 2,4 % pour l'ensemble des pays industrialisés et 2,8 % aux États-Unis. En fait, 2003 a été la première année depuis 1999 où le PIB réel du Canada a progressé moins vite que celui des États-Unis. Quand même, si l'on se rappelle la succession inhabituelle de chocs survenus cette année-là (l'épidémie de SRAS, la découverte de cas de vache folle en Alberta et, surtout, la forte appréciation du dollar canadien), on apprécie mieux la santé de l'économie canadienne. Les bons résultats du pays sont dus en grande partie à la stabilité macroéconomique, fruit de politiques budgétaire et monétaire rigoureuses et efficaces, et aux réformes structurelles, y compris la mise en œuvre d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, qui ont eu lieu pendant la plus grande partie des années 90.

L'économie canadienne a bénéficié des réformes structurelles entreprises dans les années 90, mais il est un secteur dans lequel l'écart avec les États-Unis s'est creusé au lieu de se rétrécir : celui de la productivité du travail. Au Canada, elle a progressé en moyenne chaque année de 0,3 point de moins qu'aux États-Unis de 1981 à 2000, mais cet écart a été en moyenne de 0,5 point à partir de 1995. Ce phénomène intéresse beaucoup les universitaires et les décideurs.

BULLETIN : Puisque, pour ce qui est du revenu par habitant, l'écart entre les deux pays se réduit depuis le milieu des années 90, pourquoi l'écart de productivité du travail est-il si important?

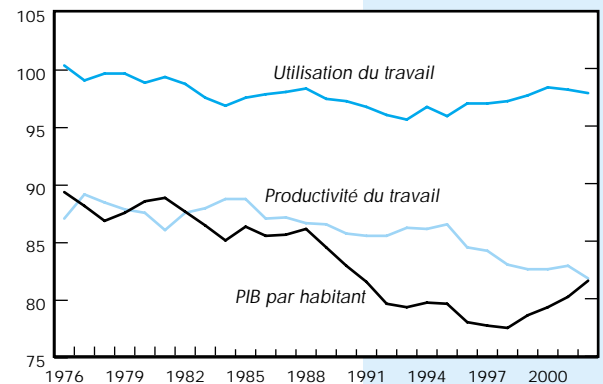
M. CARDARELLI : En effet, le PIB par habitant du Canada, qui est un bon indicateur du niveau de vie, s'est nettement amélioré depuis 1997 et l'écart par rapport

aux États-Unis, qui était d'environ 22 % en 1996, était d'environ 17 % en 2002. Parmi les pays du Groupe des Sept, le Canada était deuxième par son revenu par habitant en 2002, alors qu'il était quatrième en 1996.

Il y a deux façons de relever le PIB par habitant. L'un consiste à accroître la productivité, autrement dit la production de chaque travailleur, l'autre à augmenter la part de la population qui travaille, autrement dit le ratio emploi/population. La réduction de l'écart sur le plan du PIB par habitant a été obtenue entièrement par la deuxième méthode : le pourcentage de la population employée est en forte augmentation au Canada depuis 1997 et a aujourd'hui dépassé celui des États-Unis. La productivité du travail progresse aussi plus vite depuis 1997, mais elle reste inférieure au rythme exceptionnel observé aux États-Unis (la différence est en moyenne d'environ 1 point entre les deux pays dans le secteur des entreprises), de sorte que l'écart s'est creusé. On voit mal comment le taux d'emploi pourrait augmenter sensiblement au cours des décennies à venir — il pourrait même diminuer en raison du vieillissement de la population —, aussi le seul moyen pour le Canada de relever le niveau de vie et peut-être de rattraper celui des États-Unis est-il de combler l'écart de productivité du travail.

L'écart du revenu par habitant entre le Canada et les États-Unis s'est rétréci, alors que celui de la productivité du travail s'est creusé

(États-Unis = 100)



Note : productivité du travail = PIB en millions de dollars EU de 1999 (convertis selon les PPA, méthode EKS) par heure ouvrée; utilisation du travail = heures ouvrées par personne.
Source : OCDE

BULLETIN : Comment s'expliquent les variations de la productivité du travail?

M. CARDARELLI : Globalement, il apparaît que, pour l'essentiel, la productivité du travail a évolué différemment au Canada à partir de 1995 en raison de la contribution moindre des investissements de productivité, en particulier dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC). L'augmentation de la productivité globale des facteurs — progrès de la production qui ne peut être imputé à une modification des facteurs capital et travail — a été pratiquement la

Le Canada n'est pas devenu moins productif que les États-Unis, mais il a moins bien réussi à orienter ses ressources vers les secteurs à forte productivité, en particulier celui des services.

Roberto Cardarelli

même dans les deux pays, le Canada ne bénéficiant que d'un petit avantage comparatif dû à l'amélioration qualitative du travail.

Mais il y a un autre élément à prendre en compte. En observant les données industrielles, j'ai constaté que c'est la différence de structure industrielle qui explique, pour l'essentiel, l'écart de croissance de la productivité entre les deux pays pendant la seconde moitié des années 90. Après 1995, cet écart s'est creusé non seulement dans le secteur des TIC, mais aussi dans ceux qui utilisent les TIC de façon intensive. Au Canada, les industries manufacturières hors secteur TIC, par exemple celles qui produisent des équipements de transport, ont obtenu de bons résultats, parfois meilleurs que leurs homologues américaines. Cependant, un écart est apparu dans les secteurs qui utilisent le plus intensivement les nouvelles technologies, notamment les secteurs du commerce, de la finance, de l'assurance et de l'immobilier, qui représentent une bien plus grande partie de l'économie américaine. Cela ne veut pas dire que le secteur manufacturier, en particulier celui des TIC, n'a pas contribué à cet écart, mais il l'a fait dans la même proportion que pendant la période précédente.

Autrement dit, le Canada n'est pas devenu moins productif que les États-Unis, mais il a moins bien réussi à orienter ses ressources vers les secteurs à forte productivité, en particulier celui des services.

BULLETIN : Pourquoi l'investissement dans les TIC a-t-il été moins important au Canada qu'aux États-Unis?

M. CARDARELLI : Plusieurs théories ont été avancées. L'une est que les petites entreprises, qui représentent une plus grande part du secteur manufacturier au Canada qu'aux États-Unis, sont moins promptes que les grandes entreprises à adopter les nouvelles technologies. Une autre explication est que, par rapport au travail, le capital est plus coûteux au Canada qu'aux États-Unis. En particulier, le chômage relativement plus élevé et l'existence d'un système public de santé et de retraite plus généreux ont favorisé une progression plus lente du coût du travail au Canada qu'aux États-Unis pendant les années 90, alors que, dans le même temps, le coût du capital y augmentait plus vite, en raison, entre autres, du niveau plus élevé des taux d'intérêt et de la dépréciation du dollar canadien. Si l'on retient cette explication, la baisse de l'impôt sur les sociétés introduite en 2000 et la récente appréciation du dollar canadien offrent des conditions propices à une augmentation de l'investissement dans les TIC.

Il y a cependant une autre explication, même si elle est partielle. Le niveau moins élevé de l'investissement dans les TIC au Canada vient peut-être de ce que les entreprises canadiennes ont commencé à investir dans les TIC plus tard que leurs homologues américaines. Des études récentes ont montré que l'investissement dans les TIC met parfois un temps considérable à se traduire par une augmentation de la production, en raison du délai et des ressources nécessaires pour réorganiser la production après ce type d'investissement. Notre étude fait ressortir un décalage d'environ dix ans entre les investissements dans

Publications récentes

IMF Working Papers (Documents de travail, 15 \$)

- 04/61: "Derivative Market Competition: OTC Versus Organized Derivative Exchanges," Jens Nystedt
- 04/62: "Fiscal Indulgence in Central Europe: Loss of the External Anchor," Helge Berger, George F. Kopits, and Istvan P. Szekely
- 04/63: "Balance Sheets, Exchange Rate Policy, and Welfare," Selim Elekdag and Ivan Tchakarov
- 04/64: "Overview of the Indian Corporate Sector: 1989–2002," Petia Topalova
- 04/65: "The Effects of Exchange Rate Change on the Trade Balance in Croatia," Tihomir Stucka

Economic Issues (Dossiers économiques)

- No. 32: Should Financial Sector Regulators Be Independent? Marc G. Quintyn and Michael W. Taylor. (à paraître en français)
- No. 33: Educating Children in Poor Countries, Arye L. Hillman and Eva R. Jenkner (à paraître en français)

IMF Country Reports (Rapport sur les pays membres, 15 \$) (Nom du pays seul : rapport sur consultations article IV)

- 04/32: Jordan: ROSC—Data Module—Update
- 04/33: Algeria
- 04/34: Uganda: Second Review Under the Three-Year Arrangement Under the PRGF and Request for Waiver of Performance Criteria
- 04/35: Bulgaria: Fourth Review Under the Stand-By Arrangement, Requests for Waiver of Applicability of Performance Criteria and Waiver of Nonobservance of Performance Criterion, and Request for Extension of the Arrangement
- 04/36: Burundi: Joint Staff Assessment of the Interim PRSP
- 04/37: The Federal Democratic Republic of Ethiopia: PRSP Annual Progress Report
- 04/38: Burundi—Selected Issues and Statistical Appendix
- 04/39: Republic of Moldova
- 04/40: Republic of Moldova: Statistical Appendix
- 04/41: Burundi
- 04/42: The Gambia

les TIC et l'augmentation de la productivité globale des facteurs au Canada, ce qui laisse penser que les entreprises canadiennes vont récolter dans un avenir proche les fruits de ces investissements.

BULLETIN : Ces dernières années, les liens commerciaux entre les deux pays se sont resserrés. Cela a-t-il conduit à une réduction des écarts de la productivité du travail et du revenu par habitant?

M. CARDARELLI : Beaucoup de ceux qui pensaient que le Canada bénéficierait d'une intégration commerciale accrue des deux pays ont été surpris et déçus que l'écart de productivité du travail n'ait pas diminué. Cependant, j'ai constaté que, en moyenne, il existe une relation positive entre, d'une part, la croissance de la productivité globale des facteurs et, d'autre part, le degré de spécialisation verticale (la mesure dans laquelle les échanges prennent la forme d'importations d'intrants qui sont incorporés dans les exportations) et l'exposition des secteurs canadiens au commerce international, et que cette relation s'est renforcée depuis la signature de l'accord de libre-échange avec les États-Unis.

BULLETIN : Comment le Canada peut-il réduire cet écart?

M. CARDARELLI : L'économie canadienne doit continuer à s'adapter à l'évolution des circonstances en orientant davantage ses ressources vers les activités à forte productivité. Pour cela, les autorités canadiennes doivent veiller à ce que leur politique économique encourage la flexibilité et n'entrave pas l'innovation dans les secteurs public et privé. En particulier, elles doivent

continuer à appliquer des politiques macroéconomiques saines qui aideront à maintenir les taux d'intérêt à des niveaux peu élevés et à réduire les incertitudes, ce qui encouragera les investissements en capital humain et physique. Le potentiel de croissance à long terme du Canada serait aussi certainement renforcé par des mesures visant à éliminer les dernières entraves à la concurrence et les distorsions qui empêchent l'allocation efficace des ressources et découragent la création d'entreprises, la prise de risque et l'innovation.

Le gouvernement a déjà accompli des progrès énormes dans ce sens depuis une dizaine d'années, mais des mesures sont encore nécessaires dans trois domaines principaux : le secteur financier (une plus grande harmonisation de la réglementation et de la législation s'impose entre les provinces), le marché du travail (il faut réduire les subventions sources de distorsions dans les secteurs et les régions qui participent au Programme d'emploi et d'assurance) et le secteur commercial (le système canadien est l'un des plus ouverts et des plus transparents au monde, mais il existe des barrières réglementaires à l'investissement direct étranger, en particulier dans certains domaines tels que les télécommunications, et il conviendrait de réduire encore les obstacles au commerce entre provinces). ■

Le rapport n° 04/60, intitulé «Canada : Selected Issues», est en vente au prix de 15 dollars. Pour commander, voir les instructions ci-dessous.

- 04/43: Republic of Madagascar: Joint Staff Assessment of the PRSP
- 04/44: Republic of Korea
- 04/45: Republic of Korea: Selected Issues
- 04/46: Czech Republic: ROSC—FATF Recommendations for Anti-Money Laundering and Combating the Financing of Terrorism
- 04/47: Belgium
- 04/48: Belgium: Selected Issues
- 04/49: Sierra Leone: Fourth Review Under the Three-Year Arrangement Under the PRGF and Requests for Waiver of Performance Criteria and Extension of Arrangement, and Additional Interim Assistance Under the Enhanced HIPC Initiative
- 04/50: Republic of Mozambique

- 04/51: Republic of Mozambique: Statistical Appendix
- 04/52: Republic of Mozambique: FSSA Including ROSC on the following topics: Banking Supervision, Payment Systems, and Anti-Money Laundering and Combating the Financing of Terrorism

Policy Discussion Papers (Documents de synthèse)

- 04/1: "Intraregional Trade in Emerging Asia," Harm H. Zebregs

FATF=Financial Action Task Force
 FSSA=Financial System Stability Assessment
 HIPC=Heavily Indebted Poor Countries
 PRGF=Poverty Reduction and Growth Facility
 PRSP=Poverty Reduction Strategy Paper
 ROSC=Report on the Observance of Standards and Codes

Ces publications peuvent être obtenues à l'adresse suivante : IMF Publication Services, Box X2004, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org.

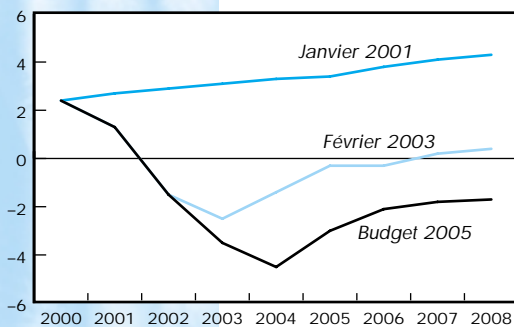
On trouvera sur le site www.imf.org des informations en anglais concernant le FMI. Le site www.imf.org/external/fre/index.htm propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.

Un rééquilibrage rapide du budget américain est préférable

Ces quatre dernières années, le déficit budgétaire des États-Unis s'est creusé de 7 points de PIB; c'est la dégradation la plus forte et la plus rapide depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'à présent, les États-Unis et le reste du monde ont bénéficié de cette impulsion budgétaire sans précédent, qui a soutenu la demande mondiale à un moment où les taux d'intérêt — en particulier aux États-Unis et au Japon — se situaient déjà aux niveaux les plus bas jamais enregistrés. Sans cette politique budgétaire expansionniste des États-Unis, il est fort probable que la reprise mondiale n'aurait pas été aussi vigoureuse et largement répartie. Mais de nombreux observateurs, dont le FMI, s'inquiètent des effets que ce déficit pourrait avoir à moyen et long terme. D'après des simulations effectuées pour l'édition d'avril 2004 des *Perspectives de l'économie mondiale*, si rien n'est fait, la production pourrait être amputée à terme de 3¼ % aux États-Unis par rapport au scénario de référence et de 4¼ % dans les autres pays industrialisés. Nicoletta Batini, du Département des études, explique les effets probables du déficit américain aux États-Unis et à l'étranger.

Les perspectives budgétaires des États-Unis se sont détériorées rapidement ces dernières années

(pourcentage du PIB; exercices budgétaires)



Source : budgets des exercices 2001, 2003 et 2005 de l'État américain

De 1992 à 2000, l'économie américaine s'est développée rapidement, entraînant avec elle l'économie mondiale. Cependant, à partir du milieu de 2000, elle a nettement ralenti sous l'effet du plus grand choc boursier de l'après-guerre, des attentats du 11 septembre, des faillites de grandes sociétés et de la guerre en Iraq. Pour relancer l'activité, le gouvernement fédéral a mené une politique budgétaire active

qui, conjuguée aux dépenses entraînées par la lutte contre le terrorisme et à un ralentissement conjoncturel, s'est traduite par une aggravation de 7 points de PIB du déficit budgétaire pendant l'exercice 2004 par rapport à 2000 (voir graphique sur cette page).

Faut-il s'inquiéter du déficit?

Jusqu'à présent, l'impulsion budgétaire a eu des effets positifs sur la production tant aux États-Unis que dans le reste du monde; les Américains importent davantage sans que les taux d'intérêt à long terme ne s'en res-

sentent trop. La politique expansionniste des États-Unis a ainsi soutenu la demande mondiale à un moment où la politique monétaire, en particulier aux États-Unis et au Japon, atteignait ses limites, les taux d'intérêt à court terme ne pouvant pratiquement plus être abaissés. Cependant, les observateurs s'inquiètent de plus en plus des effets à moyen terme de l'expansion budgétaire, notamment des conséquences qu'elle pourrait avoir au niveau mondial pour les taux d'intérêt, la productivité et les revenus, sans parler de la valeur du dollar. Ces préoccupations sont d'autant plus fortes aujourd'hui que la politique monétaire va sans doute retrouver bientôt une orientation plus neutre, que l'investissement repart et que le déficit courant des États-Unis atteint des niveaux records.

D'un point de vue historique, le déficit s'est rarement creusé aussi vite. Exprimée en pourcentage du PIB, la dégradation du déficit budgétaire observée entre 2000 et 2004 est la plus rapide depuis cinquante ans. En revanche, le déficit courant a atteint un niveau élevé mais, exprimé en pourcentage du PIB, il n'est pas sans précédent. Ainsi, pour l'exercice 2004, il devrait être du même ordre que ceux du milieu des années 80.

Le gouvernement américain table sur une diminution de moitié du déficit en cinq ans. Cette prévision repose sur plusieurs hypothèses : une forte augmentation des recettes fiscales grâce à la vigueur de la croissance économique, le maintien en l'état de l'AMT (Alternative Minimum Tax, un système parallèle d'impôt sur le revenu pour les tranches supérieures de revenu comportant moins d'exonérations et de déductions que le système normal), la stabilité du coût de la guerre en Iraq après octobre 2004 et une maîtrise rigoureuse des autres dépenses au cours des années à venir. Mais, si les dépenses dérapent et que l'AMT est réformé pour éviter qu'il ne s'applique à davantage de contribuables (car, pour l'instant, il n'est pas indexé sur l'inflation et ne tient pas compte des récentes réductions d'impôt), le déficit budgétaire américain pourrait, non pas diminuer de moitié, mais rester proche de son niveau actuel en pourcentage de la production au cours de la prochaine décennie.

Comme nous l'ont appris les années 80 et 90, la maîtrise des déficits budgétaires nécessite un effort soutenu. Cette tâche sera-t-elle plus ou moins difficile que pendant les années 80 et 90? Cela dépend de la taille relative des déficits d'aujourd'hui et d'hier et de la conjoncture actuelle par rapport à celle de l'époque.

Du côté positif, l'économie américaine paraît aujourd'hui plus forte que dans les années 80. De plus, à l'exception du Japon, la dégradation budgétaire est surtout limitée aux États-Unis, même si

ailleurs la situation est inévitablement contrastée. Du côté négatif, il est probable que le budget va être soumis à des contraintes croissantes au cours des années à venir en raison du départ en retraite des générations de l'après-guerre à partir de 2012 et de l'allongement de la vie. En outre, la position extérieure des États-Unis est plus faible aujourd'hui, car elle est caractérisée par des déficits courants records et une augmentation rapide des engagements extérieurs nets, ce qui rend l'économie d'autant plus vulnérable aux changements d'humeur sur les marchés des changes.

Le déficit américain et le reste du monde

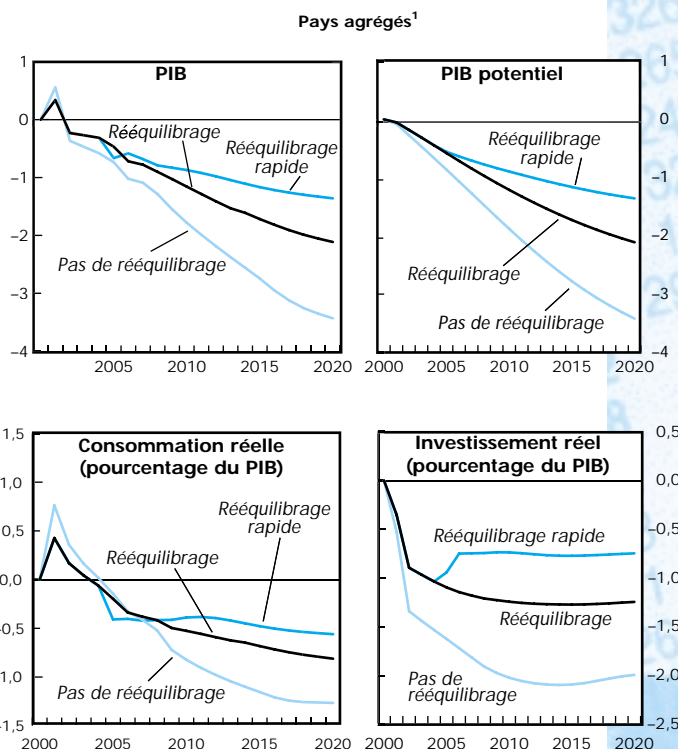
Une politique d'expansion budgétaire aux États-Unis influence le monde de quatre manières.

- Elle stimule l'activité économique dans le pays et à l'étranger par le jeu du multiplicateur budgétaire à court terme.
- Elle suscite à moyen terme une hausse des taux d'intérêt réels mondiaux qui rééquilibre l'épargne, ce qui freine la croissance de la productivité et les revenus en évinçant la consommation et l'investissement privés.
- Elle influe sur les incitations à travailler et à épargner, et, partant, sur la vitalité de l'économie, en induisant une modification des taux d'imposition.
- Elle accroît les tensions sur la position du compte courant à court terme et alourdit à terme le service de la dette des États-Unis envers le reste du monde, ce qui fait baisser le dollar, freine la consommation aux États-Unis et l'encourage ailleurs.

L'existence de ces effets est confirmée par les observations empiriques et les modèles, comme l'illustre la simulation d'un choc budgétaire similaire à celui que viennent de connaître les États-Unis (voir graphique sur cette page) obtenue à l'aide du modèle économétrique multirégional du FMI (MULTIMOD). Il en ressort que :

- Sans correction du déficit, le potentiel de production serait à terme réduit de 3³/₄ % par rapport au scénario de référence aux États-Unis, et de 4¹/₄ % dans les autres pays industrialisés, les taux d'intérêt réels étrangers rattrapant ceux des États-Unis.
- Un rééquilibrage progressif, comme celui que prévoit le gouvernement pour l'exercice 2005, produirait une stimulation à court terme comparable à celle du scénario précédent, n'aurait pratiquement aucun effet sur le potentiel de production pendant le reste de la décennie, et les pertes à long terme sur le plan de la capacité de production américaine et étrangère seraient réduites de moitié grâce à un effet d'éviction moindre.
- Un rééquilibrage rapide, l'impulsion budgétaire étant retirée aussi vite qu'elle a été introduite, aboutirait à une légère baisse de la production réelle pendant

Une impulsion budgétaire américaine entraînera de grosses pertes à moyen terme



¹C'est-à-dire l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et plusieurs petits pays industrialisés. Source : simulations du MULTIMOD du FMI

la période 2005–08 et réduirait d'environ trois quarts l'impact négatif à long terme sur le potentiel de production aux États-Unis et dans le reste du monde.

Conséquences pour les États-Unis

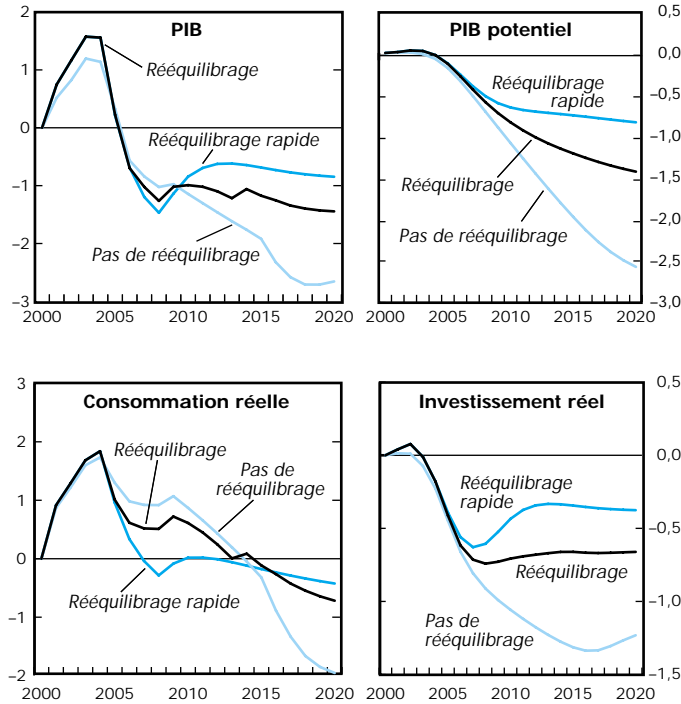
L'existence prolongée de déficits budgétaires élevés a trois grandes conséquences pour la position extérieure des États-Unis et pour le dollar. Premièrement, les déficits courants seraient amplifiés, d'où une augmentation à terme de l'endettement net et des paiements d'intérêts, ce qui a pour effet d'éroder la valeur du dollar et de réduire la consommation. Deuxièmement, la marge de manœuvre macroéconomique serait réduite pour faire face aux perturbations futures de l'économie. Troisièmement, en augmentant la dette, les déficits risqueraient de faire perdre confiance aux détenteurs étrangers de titres américains, ce qui peut faire craindre un ajustement désordonné du dollar.

Les effets sur les marchés émergents

La hausse des taux d'intérêt réels aux États-Unis pourrait être particulièrement dommageable pour les pays émergents, en particulier ceux dont l'accès aux marchés financiers internationaux est incertain. Les pays émergents, surtout ceux qui ont une lourde dette extérieure indexée sur les taux d'intérêt américains, seraient directement touchés, car le service de leur dette

Un rééquilibrage rapide réduirait au minimum les effets négatifs

(écart en pourcentage par rapport au scénario de référence)



Source : simulations du MULTIMOD du FMI

s'alourdirait et leur situation budgétaire s'aggraverait à cause de l'augmentation des remboursements. En fait, le coût du financement serait généralement supérieur à la hausse des taux d'intérêt américains, car l'alourdissement de la dette fragiliserait la situation financière du pays et accroîtrait les primes de risque. Même en l'absence d'une indexation explicite, la situation budgétaire des pays émergents peut se dégrader sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt mondiaux et de la fuite des capitaux vers des investissements plus sûrs. En somme, la hausse des taux d'intérêt américains fragilisent la situation financière de ces pays et peut entraîner des sorties de capitaux.

Les pays émergents dont une grande partie de la dette extérieure est libellée en dollars seraient aussi

vulnérables aux baisses brutales du dollar, car celles-ci se répercuteraient sur les bilans de ces pays, ce qui ajouterait à leur volatilité macroéconomique intrinsèque et à leur difficulté de rembourser. Cela est particulièrement vrai lorsque les bilans des entreprises sont fragiles et l'ouverture commerciale est limitée, ce qui rend d'autant plus difficile l'acquisition de devises au moyen des exportations.

Un rééquilibrage rapide du budget est préférable

D'après les auteurs des *Perspectives de l'économie mondiale*, les États-Unis auraient beaucoup plus à gagner s'ils adoptaient une politique de rééquilibrage à moyen terme des finances publiques plus ambitieuse que celle qui est envisagée actuellement (voir graphique ci-contre). Une résorption rapide limiterait les pertes de potentiel de production, éloignerait le risque de réaction négative des marchés financiers et protégerait les pays émergents. Plus le rééquilibrage sera retardé, plus les ajustements budgétaires nécessaires par la suite seront importants. Cela réduirait la marge de

manœuvre pour faire face à des événements imprévus et aux pressions résultant du vieillissement de la population. Étant donné que les États-Unis et l'économie mondiale sont en pleine reprise, le retrait de l'impulsion budgétaire au cours des années à venir tout en tenant dûment compte des incitations à travailler et à investir aux États-Unis serait une façon raisonnable et prudente de concilier les objectifs économiques à court et à long terme. ■

Photographies : Denio Zara, Padraic Hughes, Eugene Salazar et Michael Spilotro (FMI).

Le 1^{er} mai, le *Bulletin du FMI* a perdu l'un de ses collaborateurs de longue date, Phil Torsani, décédé subitement à l'âge de 41 ans. Phil avait rejoint l'équipe du *Bulletin* comme graphiste en 1991, avant de devenir maquettiste en 1994. Compétent, sérieux, plein d'imagination et, surtout, débordant d'humour, Phil nous a aidés à surmonter toutes les crises, des imprévus de dernière minute aux pannes d'ordinateur, en passant pas les tempêtes de neige et, même, le 11 septembre. Son dévouement exceptionnel restera un exemple pour nous tous.



Accords du FMI au 31 mars

Pays membre	Date de l'accord	Date d'expiration	Total approuvé	Solde non tiré
(millions de DTS)				
Accords de confirmation				
Argentine	20 sept. 2003	19 sept. 2006	8.981,00	4.810,00
Bolivie	2 avr. 2003	1 ^{er} avr. 2004	85,75	21,43
Brésil	6 sept. 2002	31 mars 2005	27.375,12	10.175,48
Colombie	15 janv. 2003	14 janv. 2005	1.548,00	1.548,00
Croatie, Rép. de	3 févr. 2003	2 avr. 2004	105,88	105,88
Équateur	21 mars 2003	20 avr. 2004	151,00	90,60
Jordanie	3 juil. 2002	2 juil. 2004	85,28	74,62
Macédoine, ex-Rép. youg. de	30 avr. 2003	15 juin 2004	20,00	8,00
Paraguay	15 déc. 2003	31 mars 2005	50,00	50,00
République Dominicaine	29 août 2003	28 août 2005	437,80	306,46
Turquie	4 févr. 2002	31 déc. 2004	12.821,20	1.701,00
Ukraine	29 mars 2004	28 mars 2005	411,60	411,60
Uruguay	1 ^{er} avr. 2002	31 mars 2005	2.128,30	559,20
Total			54.200,93	19.862,27
Accords élargis de crédit				
Serbie-et-Monténégro	14 mai 2002	13 mai 2005	650,00	350,00
Sri Lanka	18 avr. 2003	17 avr. 2006	144,40	123,73
Total			794,40	473,73
Accords FRPC				
Albanie	21 juin 2002	20 juin 2005	28,00	12,00
Arménie	23 mai 2001	22 mai 2004	69,00	19,00
Azerbaïdjan	6 juil. 2001	31 mars 2005	80,45	38,61
Bangladesh	20 juin 2003	19 juin 2006	347,00	248,00
Bénin	17 juil. 2000	31 mars 2004	27,00	—
Burkina Faso	11 juin 2003	10 juin 2006	24,08	17,20
Burundi	23 janv. 2004	22 janv. 2007	69,30	42,90
Cameroun	21 déc. 2000	20 déc. 2004	111,42	31,83
Cap-Vert	10 avr. 2002	9 avr. 2005	8,64	3,72
Congo, Rép. dém. du	12 juin 2002	11 juin 2005	580,00	79,93
Côte d'Ivoire	29 mars 2002	28 mars 2005	292,68	234,14
Dominique	29 déc. 2003	28 déc. 2006	7,69	5,02
Éthiopie	22 mars 2001	31 juil. 2004	100,28	10,43
Gambie	18 juil. 2002	17 juil. 2005	20,22	17,33
Ghana	9 mai 2003	8 mai 2006	184,50	131,80
Guinée	2 mai 2001	1 ^{er} mai 2004	64,26	38,56
Guyana	20 sept. 2002	19 mars 2006	54,55	43,03
Honduras	27 févr. 2004	26 févr. 2007	71,20	61,03
Kenya	21 nov. 2003	20 nov. 2006	175,00	150,00
Lesotho	9 mars 2001	30 juin 2004	24,50	3,50
Madagascar	1 ^{er} mars 2001	1 ^{er} mars 2005	91,65	22,70
Malawi	21 déc. 2000	20 déc. 2004	45,11	32,23
Mauritanie	18 juil. 2003	17 juil. 2006	6,44	5,52
Mongolie	28 sept. 2001	31 juil. 2005	28,49	16,28
Népal	19 nov. 2003	18 nov. 2006	49,91	42,78
Nicaragua	13 déc. 2002	12 déc. 2005	97,50	55,71
Niger	22 déc. 2000	30 juin 2004	59,20	8,44
Ouganda	13 sept. 2002	12 sept. 2005	13,50	8,00
Pakistan	6 déc. 2001	5 déc. 2004	1.033,70	344,56
République dém. pop. lao	25 avr. 2001	24 avr. 2005	31,70	13,58
République kirghize	6 déc. 2001	5 déc. 2004	73,40	19,12
Rwanda	12 août 2002	11 août 2005	4,00	2,86
Sénégal	28 avr. 2003	27 avr. 2006	24,27	17,33
Sierra Leone	26 sept. 2001	25 mars 2005	130,84	28,00
Sri Lanka	18 avr. 2003	17 avr. 2006	269,00	230,61
Tadjikistan	11 déc. 2002	10 déc. 2005	65,00	39,20
Tanzanie	16 août 2003	15 août 2006	19,60	14,00
Vietnam	13 avr. 2001	12 avr. 2004	290,00	165,80
Total			4.673,08	2.254,74

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : Département financier du FMI

Les accords au titre
du mécanisme élargi
de crédit (MEDC) visent
à corriger les difficultés
de balance des
paiements dues à des
problèmes structurels.

Prévisions de croissance pour l'Afrique subsaharienne . . .

Les perspectives économiques pour 2004 sont contrastées, mais globalement meilleures

Les résultats économiques de nombreux pays africains continuent de s'améliorer, mais la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) est incertaine, a rappelé le 25 avril M. Abdoulaye Bio-Tchané, Directeur du Département Afrique du FMI, lors d'un point de presse à Washington. Du côté positif, non moins de 21 pays d'Afrique subsaharienne devraient enregistrer des taux de croissance d'au moins 5 % en 2004, ce qui est le meilleur résultat depuis huit ans. La croissance du PIB réel de la région devrait atteindre en moyenne 4,2 %, comme au milieu des années 90. Pour une grande partie de la région, toutefois, la croissance prévue pourrait rester en deçà des 7 % dont l'Afrique a besoin pour réaliser les ODM.

Dans les pays pétroliers d'Afrique subsaharienne, les exportations nettes devraient porter cette année la croissance du PIB réel à 6,3 % en moyenne (voir graphique ci-contre). En revanche, dans les autres pays, les principales sources de croissance seront, du côté des dépenses, la consommation privée et l'investissement public et, du côté de la production, la croissance du secteur agricole, qui devrait se chiffrer en moyenne à 3,5 % — le meilleur résultat depuis 1996.

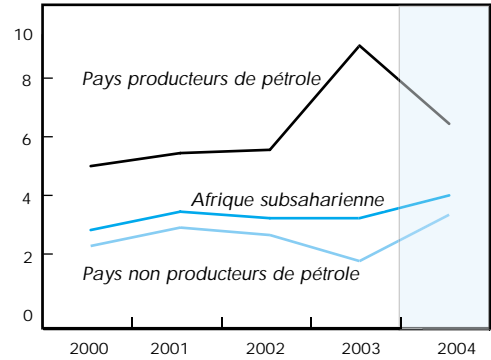
L'évolution récente justifie un certain optimisme. Dans la plupart des pays, la stabilité macroéconomique a été maintenue ou son retour est en bonne voie. Un nouveau relâchement des pressions inflationnistes est probable et, dans l'ensemble, les positions extérieures devraient rester solides. Dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, les taux d'inflation devraient continuer à baisser en 2004 pour s'établir, en moyenne, à 10 % pour la région, le niveau le plus faible depuis 24 ans (voir le graphique page 145).

Bémols

Cependant, ces prévisions de croissance reposent sur plusieurs hypothèses importantes — notamment une croissance économique mondiale plus forte et une augmentation de la demande d'importations dans les pays avancés, de bonnes conditions climatiques et une résolution au moins partielle des conflits intrarégionaux — sur lesquelles pèsent des risques de ralentissement. Outre le retour présumé de meilleures conditions atmosphériques dans la plupart des pays, l'amélioration sur le plan de l'inflation suppose le maintien d'une politique monétaire restrictive, la poursuite de la tendance mondiale à la baisse des taux d'inflation et, dans une moindre mesure, un durcisse-

La croissance moyenne de la région masque des disparités

(croissance du PIB réel en pourcentage)



Note : projections dans la zone ombrée.
Source : Perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne

ment des politiques budgétaires. De plus, pour les pays dont la monnaie est rattachée à l'euro, les prévisions d'inflation supposent qu'ils continueront à bénéficier d'importations moins coûteuses grâce à la vigueur de l'euro : dans la zone du franc CFA, en particulier, l'inflation devrait, d'après les projections, rester en dessous de 3 %.

Au niveau régional, les projections tablent aussi sur la mise en œuvre des politiques énoncées dans les stratégies de réduction de la pauvreté, dans les programmes appuyés par le FMI et lors des consultations avec celui-ci. Cependant, le taux de croissance économique prévu pour 2004 ne serait pas exceptionnel et cadrerait avec l'augmentation prévue de la croissance dans le reste du monde.

L'année dernière, la croissance moyenne en Afrique subsaharienne — qui est restée à 3,4 %, comme en 2002 — était loin des 7 % dont la région a besoin pour atteindre les ODM. Étant donné que la population africaine s'accroît de presque 3 % par an, la croissance du PIB réel par habitant a été négligeable. Dans 23 pays de la région, la croissance a ralenti en 2003 alors que la production et les échanges commerciaux étaient en hausse au niveau mondial.

Les causes de ce ralentissement ont été diverses : sécheresse (notamment en Éthiopie, en Guinée, au Mali et au Rwanda), conflits (Burundi, Côte d'Ivoire, République Centrafricaine et République du Congo), baisse de la production de pétrole (Angola et République du Congo) et mauvaise gestion économique ou problème de gouvernance (Seychelles et Zimbabwe). Il est

d'ailleurs clair que les pays où la croissance est la plus faible sont ceux qui continuent d'être affligés par des conflits, des troubles civils, la sécheresse et la médiocrité des politiques intérieures.

Comme par le passé, la moyenne régionale masque des disparités entre pays et groupes de pays. Ainsi, alors que la croissance du PIB réel des pays pétroliers a progressé en moyenne de 8,7 % en 2003, dans les autres pays, elle est tombée de 2,9 à 2,1 %. De même, la forte hausse de la production pétrolière en Guinée équatoriale, au Niger et au Tchad — qui ont enregistré respectivement des taux de croissance de 14,7 %, 10,6 % et 10 %, les plus élevés de la région — a été compensée par des diminutions dans les autres pays pétroliers.

Parmi les pays non pétroliers, le ralentissement de la croissance observé l'année dernière s'explique surtout par les résultats de l'Afrique du Sud, qui est la plus grande économie de la région. La croissance du PIB sud-africain est tombée à 1,9 %, contre 3,6 % en 2002, en raison surtout des effets de l'appréciation du rand sur les exportations nettes. C'est la demande intérieure, plutôt que les exportations nettes, qui est restée la principale source de croissance dans les pays non pétroliers.

L'importance des politiques intérieures

La diversité des taux de croissance de la région met en lumière l'importance des politiques intérieures. Dans plusieurs cas, des pays confrontés au même environnement extérieur ont obtenu des résultats très différents. En particulier, plusieurs pays non pétroliers qui mènent des politiques saines semblent être engagés fermement sur la voie d'une croissance relativement vigoureuse et durable. Cinq des pays d'Afrique subsaharienne où la croissance a été la plus rapide ces cinq dernières années — Bénin, Burkina Faso, Mozambique, Ouganda et Tanzanie — ont atteint leur point d'achèvement dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et appliquent d'ambitieux programmes de réformes macroéconomiques et structurelles.

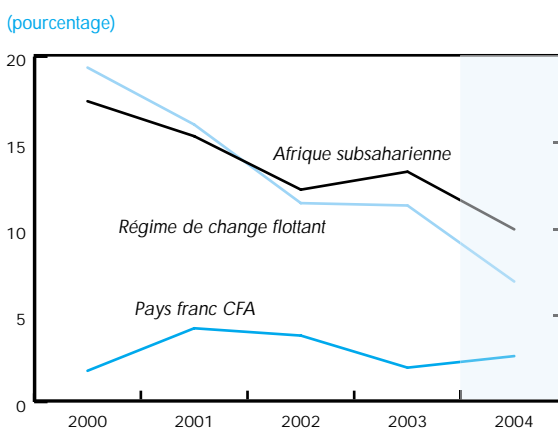
Un sixième pays, le Cap-Vert, applique de vastes réformes depuis plus de dix ans. L'économie rwandaise se remet des effets des troubles civils et des violences du milieu des années 90. Dans trois autres de ces pays en plein essor — l'Angola, la Guinée équatoriale et le Tchad —, la croissance a été tirée par l'expansion rapide de la production de pétrole. Au Botswana, c'est le développement de la production de diamants et d'autres minéraux qui a alimenté la croissance.

Les pays les plus dynamiques de la région ont en commun certaines caractéristiques : leurs taux d'inflation sont en général plus faibles que la moyenne (à l'exception du Mozambique) et, ce qui est intéressant, ils ont souvent des déficits budgétaires et courants plus

élevés, qui ont été rendus possibles par d'importants apports d'aide concessionnelle et par les investissements directs étrangers. Ils obtiennent aussi de meilleurs résultats à l'exportation.

Les résultats économiques de la région en 2003 montrent clairement que des taux d'investissement plus élevés et une augmentation plus rapide de la productivité globale des facteurs sont nécessaires si les pays veulent parvenir à une croissance assez élevée pour réduire sensiblement la pauvreté. L'investissement a augmenté plus vite l'an dernier dans de nombreux pays, mais, en moyenne, le taux d'investissement en Afrique subsaharienne n'a progressé que d'un demi-point pour s'établir à 17,8 % du PIB.

Inflation en baisse



Note : projections dans la zone ombrée.
Source : Perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne

De l'avis du Département Afrique, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne doivent maintenant s'attacher avant tout à accélérer et à pérenniser leur croissance économique ainsi qu'à progresser dans la réalisation des ODM. Cela nécessitera une forte augmentation des investissements, notamment en provenance de l'extérieur, ainsi qu'un secteur privé plus dynamique. Il est donc extrêmement important d'améliorer le climat des affaires, ce qui suppose un engagement résolu en faveur de cadres macroéconomiques appropriés, de l'adoption plus rapide de vastes réformes structurelles et législatives, ainsi que d'une amélioration des processus de gouvernance et de participation. ■

Cet article est fondé sur une analyse économique régionale réalisée chaque semestre par une équipe du Département Afrique du FMI dirigée par Delphin Rwegasira, avec l'assistance d'Anupam Basu. William Scott Rogers a coordonné la rédaction du rapport.

Santé, prospérité et bien-être social



M. Bio-Tchané : «L'amélioration des indicateurs de santé peut favoriser la croissance économique et l'augmentation des revenus.»

Grâce aux progrès accomplis depuis 150 ans en matière de santé humaine, les gens vivent plus longtemps, sont en meilleure santé et sont plus productifs, et les taux de croissance économique ont explosé partout dans le monde. Cette tendance va sans doute se poursuivre, mais, dans certaines régions, les progrès ont ralenti ou marqué le pas pendant les années 90, en raison surtout de l'épidémie de VIH/sida. Le 5 avril, David Canning, professeur d'économie et de santé internationale à l'université Harvard, Markus Haacker, économiste

principal à la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, et Dean Jamison, chercheur aux National Institutes of Health des États-Unis, ont examiné les liens entre santé, prospérité et bien-être, lors d'un débat animé par Abdoulaye Bio-Tchané, Directeur du Département Afrique du FMI.

On entend souvent dire que l'allongement de l'espérance de vie résulte de l'augmentation des revenus et de la croissance économique, mais, a fait remarquer M. Bio-Tchané lors de son allocution d'ouverture, le lien de causalité peut aussi être inversé : l'amélioration des indicateurs de santé peut favoriser la croissance économique et l'augmentation des revenus. Cette relation à double sens entre santé et prospérité trouve une illustration terrible dans les effets de l'épidémie de VIH/sida, en particulier en Afrique, où 30 millions de personnes sont infectées, qui représentent 70 % des cas dans le monde.

M. Bio-Tchané a expliqué que, si le mandat macroéconomique du FMI ne concerne pas directement le secteur de la santé, l'institution tient pourtant compte de cette problématique de différentes manières, notamment en apportant un concours financier aux pays pour soutenir leurs dépenses de santé et améliorer les soins, et en leur fournissant une assistance technique pour que les dépenses publiques, notamment dans le secteur de la santé, soient efficaces et utilisées à bon escient.

Selon M. Canning, sur le plan conceptuel, il est évident que des personnes en bonne santé sont plus productives et réussissent mieux économiquement, mais ce qui est nouveau et surprenant, c'est la solidité de ce lien. Rapprochée des solides données macroéconomiques selon lesquelles les pays dont la population est

en bonne santé ont des taux de croissance plus élevés, cette observation au niveau microéconomique confirme le rôle fondamental de la santé dans le développement économique. Et ce rôle est important pour plusieurs raisons. Les adultes en bonne santé ont plus de chances d'entrer dans la population active, sont plus productifs et gagnent des salaires plus élevés. S'ils espèrent vivre plus longtemps et en meilleure santé, les gens seront davantage incités à épargner en vue de la retraite. Une meilleure santé est associée à de meilleurs résultats scolaires pour les enfants. En outre, bien que l'on n'ait pas l'habitude de rapprocher la taille d'un individu du niveau de son salaire, il semblerait, d'après des données estimatives, que chaque centimètre supplémentaire résultant d'investissements dans les soins de santé soit associé à une augmentation de 4 à 8 % des salaires. Ces effets peuvent être considérables dans les pays en développement. D'après les études consacrées aux effets de la santé sur la production, l'allongement d'un an de l'espérance de vie se traduit par un accroissement d'environ 4 % du revenu par habitant.

Un autre effet indirect est celui du «dividende» démographique. L'augmentation du nombre d'enfants induite par la baisse de la mortalité infantile peut avoir un effet très sensible sur l'économie. Initialement, cette prépondérance des jeunes générations fait peser des contraintes sur les systèmes d'éducation et de santé. C'est ce qui se passe aujourd'hui dans de nombreux pays d'Afrique. Mais la baisse de la mortalité infantile finit par entraîner une baisse des taux de fertilité, qui peut coïncider avec l'arrivée de ce grand groupe d'enfants à l'âge de travailler. La croissance économique peut en être sensiblement stimulée, affirme M. Canning, qui attribue «peut-être un tiers» de la croissance rapide de la Chine à ce dividende démographique.

Cercle vicieux contre cercle vertueux

Ce double lien entre santé et développement économique offre la perspective de cercles vicieux, mais aussi de cercles vertueux. Ainsi, l'épidémie actuelle de VIH/sida en Afrique va continuer d'avoir des effets très négatifs sur le développement économique. La crise a déjà atteint des proportions catastrophiques dans certains pays, tels que le Botswana, où plus de 35 % de la population en âge de travailler est infectée. Outre qu'elle désagrège le tissu social dans de nombreux pays, mettant à mal les finances publiques et accaparant l'attention au détriment d'autres besoins, la crise du VIH/sida sape les efforts déployés pour accroître les revenus et réduire la pauvreté.

Les conséquences économiques de la crise du VIH/sida sont très diverses, note M. Haacker, qui s'est



M. Canning : «Sur le plan conceptuel, il est évident que des personnes en bonne santé sont plus productives et réussissent mieux économiquement, mais ce qui est nouveau et surprenant, c'est la solidité de ce lien.»

intéressé à la façon dont la maladie touche les individus, les ménages, les entreprises, les services publics et les finances de l'État, c'est-à-dire l'économie dans son ensemble. Par exemple, le taux de mortalité des adultes dans certains pays a augmenté de 3 % par an. Dans le cas des ménages, le revenu de la personne infectée qui travaille commence à diminuer bien avant qu'elle soit obligée de cesser son activité, ce qui entraîne une perte de revenu considérable pour la famille. D'après plusieurs études, l'infection par le VIH alourdit les coûts des entreprises en raison de l'augmentation de l'absentéisme et de la baisse de la productivité. Dans les pays africains où l'épidémie est particulièrement grave, on peut s'attendre à ce qu'environ 25 % des fonctionnaires meurent avant d'avoir atteint un poste d'encadrement (dans les dix ans). Cette perte énorme de capital humain aura de profondes conséquences sur la qualité et l'efficacité des services publics, a souligné M. Haacker. En même temps, les gouvernements s'efforcent de répondre à la demande accrue de services publics.

Qu'en est-il du risque économique, des résultats macroéconomiques et du bien-être social? L'augmentation de la mortalité influe directement sur le bien-être social, car des risques accrus pèsent sur la vie et le niveau de vie. À mesure que les risques s'aggravent pour un individu, la rentabilité de l'éducation et de la formation recule et il faut s'attendre à une diminution du capital humain, dont va pâtir l'économie. En même temps, comme les institutions économiques et sociales s'organisent pour faire face à l'épidémie de VIH/sida, les risques peuvent s'alourdir pour les individus. Ainsi, en Afrique du Sud, un nombre croissant d'entreprises ont revu à la baisse les assurances-décès de leurs employés en raison de l'augmentation des coûts.

Comment mesurer le bien-être social?

Comme M. Haacker, MM. Canning et Jamison estiment que le revenu par habitant est un indicateur ina-

dapté pour mesurer les effets économiques de l'épidémie de VIH/sida et, plus généralement, le bien-être social. Pourtant, les intervenants ont reconnu que les économistes continuent d'y avoir largement recours. «Tels qu'ils sont mesurés actuellement, les effets de l'épidémie de VIH/sida sont réels mais probablement assez modestes en termes de PIB par habitant», estime M. Jamison, qui ajoute que le «revenu intégral» est un meilleur indicateur et devrait être inclus systématiquement dans les évaluations et rapports de la Banque mondiale et du FMI sur les pays. De l'avis de M. Jamison, l'utilisation du seul PIB par habitant donne des indications tout à fait trompeuses. Selon lui, il serait préférable, pour avoir une mesure plus complète du bien-être social, d'ajouter au revenu intégral une répartition du PIB par habitant en quintiles de la population. Citant l'exemple du Chili, il a expliqué qu'une augmentation d'un point de la croissance du PIB par habitant correspondrait à une augmentation de la croissance économique 15 fois plus élevée dans le quintile inférieur de la population nationale que dans le quintile supérieur.

Comme M. Canning, M. Jamison admet qu'une amélioration du revenu peut avoir un effet réel et positif sur la santé, mais il a cité des études récentes selon lesquelles ce lien de causalité est assez ténu. La diffusion des technologies joue un rôle plus important à cet égard et elle n'est pas très coûteuse. «Pour un grand nombre des maladies encore mortelles, nous disposons au moins d'un modeste arsenal de technologies peu coûteuses», fait-il valoir; autrement dit, une «réaction institutionnelle appropriée» permettrait de trouver les moyens financiers d'améliorer nettement la santé.

Cependant, la problématique de l'épidémie de VIH/sida est beaucoup plus complexe, a souligné M. Jamison, en imputant la propagation de la maladie en Afrique ces quinze dernières années en partie à l'inaction des gouvernements et des organismes de développements internationaux, coupables de n'avoir ni réagi ni financé les interventions qui auraient pu freiner la transmission et la progression de la maladie. «Les États-Unis, malgré tout le tapage publicitaire du gouvernement actuel, n'ont pas vraiment dépensé un dollar après trois ans dans les pays en développement, a-t-il rappelé aux participants, et les vastes programmes de la Banque mondiale, dont on parle tant, sont très récents en Afrique subsaharienne et n'ont pas encore décaissé grand-chose. Et même si le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, partenariat



M. Haacker : «Dans les pays africains où l'épidémie du VIH est particulièrement grave, on peut s'attendre à ce qu'environ 25 % des fonctionnaires meurent avant d'avoir atteint un poste d'encadrement.»



M. Jamison : «Une réaction institutionnelle appropriée permettrait de trouver les moyens financiers d'améliorer nettement la santé.»

Principaux taux du FMI

Semaine commençant le	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
10 mai	1,69	1,59	2,69
17 mai	1,66	1,66	2,56

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des pays dont les monnaies — euro, yen, livre sterling et dollar EU — composent le panier de calcul du DTS. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges. Pour connaître les derniers taux, appeler le (202) 623-7171, ou se reporter au site du FMI : www.imf.org/cgi-shl/bur.pl?2004.

Des informations générales sur les finances, y compris ces taux, sont disponibles à www.imf.org/external/fin.htm.

Source : Département financier du FMI

24 mai 2004

147



Laura Wallace
Rédactrice en chef
Sheila Meehan
Rédactrice principale
Camilla Andersen
Elisa Diehl
Christine Ebrahim-zadeh
Jacqueline Irving
Rédactrices
Niccole Braynen-Kimani
Maureen Burke
Assistantes de rédaction
Philip Torsani
Maquettiste
Julio Prego
Graphiste

Avec la collaboration de
Prakash Loungani

Édition française

Division française
Services linguistiques
Marc Servais

Traduction

Martine Rossignol-Winner
Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 22 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (6^e édition). Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à imfsurvey@imf.org. Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2004, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org

24 mai 2004

148

entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les collectivités concernées, déploie des efforts louables, il manque aussi de fonds.

Rappelant, comme M. Canning, que les soins de santé peuvent jouer un rôle essentiel dans la stratégie du développement, car ils peuvent exercer une forte influence sur tant d'autres indicateurs du bien-être social, M. Jamison a prôné une analyse économique attentive des priorités d'investissement du secteur public. Les résultats de cette analyse montreraient certainement que des changements radicaux s'imposent dans la politique d'aide au développement et les priorités budgétaires nationales. ■

La transcription complète du Forum économique du 5 avril, intitulé «Health, Wealth, and Welfare», est disponible sur le site Internet du FMI (www.imf.org).



Institut orthopédique de Muhimbili à Dar es-Salaam. Les soins de santé peuvent jouer un rôle essentiel dans la stratégie du développement, car ils peuvent exercer une forte influence sur tant d'autres indicateurs du bien-être social.

En anglais sur le site www.imf.org

Communiqués de presse

- 04/87 : Rapport du FMI, de la Banque mondiale, de la BERD et de la BASD sur l'initiative CEI-7, 26 avril
- 04/88 : Déclaration des services du FMI sur l'Angola, 27 avril
- 04/89 : Le Conseil d'administration du FMI tient une réunion informelle afin de fixer la procédure d'examen des candidats au poste de Directeur général du FMI, 27 avril
- 04/90 : Achèvement de la cinquième revue de l'accord FRPC en faveur de la République d'Arménie et approbation de la demande de prolongation de l'accord jusqu'à décembre 2004, 3 mai
- 04/91 : Le Conseil d'administration du FMI nomme Rodrigo Rato Directeur général du FMI, 4 mai
- 04/92 : Remarques d'Anne Krueger, Directrice générale par intérim, à la suite de sa visite en Turquie, 6 mai
- 04/93 : Déclaration de la mission du FMI en République Dominicaine, 7 mai
- 04/94 : Le FMI prend note avec satisfaction du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté du Kenya, 11 mai
- 04/95 : São Tomé-et-Principe participe officiellement au SGDD du FMI, 13 mai

Notes d'information au public

- 04/46 : Achèvement des consultations de 2004 au titre de l'article IV avec la Jordanie, 28 avril
- 04/47 : Achèvement des consultations de 2003 au titre de l'article IV avec le Tchad, 29 avril
- 04/48 : Achèvement des consultations au titre de l'article IV avec Israël, 29 avril

- 04/49 : Achèvement des consultations de 2004 au titre de l'article IV avec le Luxembourg, 4 mai
- 04/50 : Achèvement des consultations de 2004 au titre de l'article IV avec la Nouvelle-Zélande, 5 mai
- 04/51 : Achèvement des consultations de 2004 au titre de l'article IV avec l'Indonésie, 9 mai
- 04/52 : Achèvement des consultations de 2004 au titre de l'article IV avec le Maroc, 12 mai
- 04/53 : Achèvement des consultations de 2004 au titre de l'article IV avec le Togo, 13 mai
- 04/54 : Le Conseil d'administration achève la revue de la politique d'accès exceptionnel aux ressources du FMI, 13 mai

Discours

- Remarques d'Anne Krueger, Directrice générale par intérim, ouverture de l'exposition sur la monnaie et la souveraineté, Galerie du FMI, Washington, 15 avril
- «Pursuing the Achievable: Macroeconomic Stability and Sustainable Growth in Turkey», Anne Krueger, Directrice générale par intérim, Congrès économique de Turquie, Izmir, Turquie, 5 mai
- «Perseverance in a Good Cause: The Benefits of Turkish Economic Reform», Anne Krueger, Directrice générale par intérim, Forum d'Istanbul, Istanbul, Turquie, 6 mai

Transcriptions

- Point de presse sur l'évolution récente et les perspectives des économies africaines, 25 avril
- Point de presse de Thomas C. Dawson, Directeur du Département des relations extérieures, 29 avril

FRPC = Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance